

Bruxelles, le 10 novembre 2021
(OR. en)

13196/1/21
REV 1

COH 59

NOTE

Origine:	la présidence
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	La contribution des programmes de la politique de cohésion à la relance, à la durabilité compétitive, à la transition écologique et numérique, à la résilience et à la cohésion économique, sociale et territoriale — défis et perspectives pour les années à venir = Débat d'orientation

Lors de la session du Conseil des affaires générales consacrée à la politique de cohésion qui se tiendra le 18 novembre prochain, les ministres chargés de la politique de cohésion sont invités à fournir de nouvelles orientations politiques sur le thème "La contribution des programmes de la politique de cohésion à la relance, à la durabilité compétitive, à la transition écologique et numérique, à la résilience et à la cohésion économique, sociale et territoriale - défis et perspectives pour les années à venir", sur la base du document de la présidence figurant à l'annexe de la présente note.

Document d'information - CAG (Cohésion) du 18 novembre 2021

La contribution des programmes de la politique de cohésion à la relance, à la durabilité compétitive, à la transition écologique et numérique, à la résilience et à la cohésion économique, sociale et territoriale

Défis

Au cours des dernières décennies, les disparités régionales au sein de l'UE se sont réduites et l'on constate une convergence sensible des niveaux du PIB. Toutefois, en raison de l'impact de la crise économique et financière de 2008, les progrès ont été inégaux par la suite et, en outre, la crise de la COVID-19 a entraîné de nouvelles perturbations. En particulier, si la convergence est restée vigoureuse dans les États membres d'Europe orientale, bon nombre des régions à revenu intermédiaire du sud de l'UE et certaines dans les États membres du nord-ouest ont au contraire enregistré un recul par rapport à l'UE, démontrant ainsi qu'une tendance peut s'inverser.

La politique de cohésion a grandement contribué à réduire nombre de ces disparités. Les services de la Commission estiment que les programmes de la politique de cohésion pour la période 2014-2020 ont eu une incidence significative sur le PIB par habitant, notamment dans les régions moins développées, qui devraient enregistrer une croissance supplémentaire de 2,6 %. Selon les projections, l'écart entre les régions les plus riches et les plus pauvres (représentant les unes comme les autres 10 % de la population de l'UE) se réduira de 3,5 %.

La pandémie de COVID-19 a engendré une série de défis jusque-là inimaginables pour la cohésion territoriale de l'UE en général. Si la pandémie de COVID-19 est trop récente pour que soit évaluée pleinement son incidence sur les régions de l'UE, les premières estimations suggèrent que ses effets se feront le plus sentir dans les régions méridionales de l'UE, et en particulier celles pour lesquelles le commerce de gros et de détail, le transport et l'hébergement représentent une part importante de la valeur ajoutée.

Avant même la crise de la COVID-19, l'économie de l'UE était confrontée à plusieurs défis structurels à long terme. Certains d'entre eux deviendront encore plus aigus dans les années à venir. En particulier, le vieillissement rapide de la population réduira à terme l'offre de main-d'œuvre et, partant, le potentiel de croissance de l'UE. La faible progression de la productivité continue de freiner la croissance et, par ailleurs, l'UE accuse un retard par rapport à la Chine et aux États-Unis dans le processus de transformation numérique. Une main-d'œuvre moins qualifiée fait également obstacle à la croissance économique et rend difficile le rattrapage de productivité. Enfin, la transition climatique, qui a un impact territorial inégal, entraînera des coûts sociaux et économiques importants.

Les régions de l'UE sont non seulement inégalement vulnérables face à ces défis, mais aussi inégalement équipées pour les relever, ce qui pourrait se traduire par un creusement des disparités dans les années à venir. En particulier, le dépeuplement en cours touche principalement les régions orientales de l'UE et certaines régions méridionales. La transition vers une économie neutre pour le climat aura des répercussions sur les territoires fortement dépendants de l'exploitation minière et des activités d'extraction ainsi que d'industries à forte intensité de carbone et d'énergie, ce que reflète la logique du mécanisme pour une transition juste. La hausse des prix du carbone et de l'énergie devrait également toucher les régions les plus périphériques, qui verront augmenter leurs coûts de raccordement au marché intérieur.

D'une manière générale, les zones rurales sont particulièrement vulnérables. Leur population est déjà plus âgée, en moyenne, que celle des villes, des banlieues et des métropoles. Lorsqu'elles sont associées à un manque de connectivité, à des problèmes d'infrastructure et de productivité et à un accès limité aux services publics, y compris à l'éducation et aux soins de santé, ces tendances démographiques peuvent contribuer à rendre les zones rurales moins attrayantes en tant que lieux de vie et de travail.

Il est donc essentiel de renforcer la résilience des économies régionales de l'UE et d'améliorer leur capacité de réaction aux chocs asymétriques. En particulier, la pandémie a mis en évidence le fait que les régions fortement dépendantes d'un petit nombre de secteurs manufacturiers ou de services sont particulièrement vulnérables. Il sera nécessaire de diversifier davantage les activités économiques régionales, sous l'impulsion de stratégies de spécialisation intelligente, d'investir dans l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie et d'apporter un soutien continu aux moteurs de la croissance économique (pérenne).

Perspectives

Pour faire face à cette combinaison sans précédent de défis dans les années à venir, les colégislateurs ont approuvé un vaste ensemble de mesures de soutien financier combinant les ressources de Next Generation EU et le cadre financier pluriannuel 2021-2027. Grâce à une bonne articulation des instruments complémentaires disponibles et à des mécanismes de coordination efficaces, les États membres seront en mesure de tirer un parti optimal des fonds de cohésion restants pour la période 2014-2020, de l'initiative REACT-EU, de la facilité pour la reprise et la résilience et des nouvelles dotations au titre de la politique de cohésion pour la période 2021-2027, y compris le financement au titre du Fonds pour une transition juste. Cette combinaison d'instruments permettra aux États membres de rendre leurs économies et leurs sociétés plus résilientes et mieux préparées pour l'avenir, tout en contribuant aux transitions écologique et numérique.

Toutefois, l'UE sera réellement plus forte et plus résiliente dans son ensemble seulement si personne ni aucune région n'est laissé de côté. Sans cette garantie inhérente de solidarité, il existe un risque de croissance déséquilibrée et non durable et de perte de confiance dans la démocratie, les valeurs européennes et le projet européen lui-même.

Par conséquent, il est essentiel de s'attaquer à la situation des "zones laissées pour compte", où la mondialisation et l'évolution technologique peuvent avoir laissé dans leur sillage désindustrialisation, dégradation de l'environnement et un cercle vicieux de sous-qualification. De même, il est essentiel de renforcer le rôle des petites villes, afin qu'elles soient en mesure d'agir en tant que centres régionaux soutenant les zones rurales voisines, de donner accès à une série de services publics et privés, et de créer de nouvelles perspectives économiques pour les régions moins développées et les régions périphériques. Cela suppose également d'exploiter les possibilités qu'offrent aux zones rurales leurs atouts naturels, tels que les ressources naturelles, en particulier les énergies renouvelables, la bioéconomie, la production et la transformation alimentaires durables et le tourisme, pour n'en citer que quelques-uns. Les principaux moteurs pour réussir à relever ces défis sont l'amélioration de la connectivité, la diversification accrue des activités économiques et l'amélioration de la résilience environnementale, climatique et sociale, dans le cadre de communautés locales autonomes.

Le soutien aux politiques locales, appuyées par des stratégies de développement territorial adaptées et ancrées dans des mécanismes de partenariat efficaces, a toujours été la pierre angulaire du modèle de gouvernance de la politique de cohésion. Toutefois, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de coordination efficaces avec d'autres instruments de l'UE, notamment la facilité pour la reprise et la résilience, qui poursuivent des objectifs différents et recourent à des modalités de mise en œuvre différentes.

Questions en vue du débat

- Comment la politique de cohésion peut-elle être combinée avec d'autres instruments de l'UE afin de réduire encore les disparités de développement et de renforcer la résilience à moyen et à long terme?
 - Comment répondre de manière appropriée aux différents besoins des régions et des territoires et faire en sorte que la mise en œuvre des fonds de l'UE soit plus proche des bénéficiaires et des citoyens?
-